

Les chancelleries occidentales ont expulsé mardi les ambassadeurs syriens en poste à l'Ouest tandis qu'à Damas, Kofi Annan mettait en garde Bachar al Assad après l'émotion suscitée dans le monde par la tuerie de Houla.

Vendredi 25 mai, 108 civils, dont 49 enfants et 34 femmes, ont trouvé la mort dans cette localité de la province de Homs.

Selon des témoignages recueillis par le Haut-Commissariat de l'Onu aux Droits de l'homme (HCDH), la plupart des victimes auraient été exécutées de manière sommaire dans leurs propres maisons par des miliciens pro-Assad "chabbiya".

Dans un premier temps, les Nations unies avaient fait état de tirs d'artillerie et de blindés. Le gouvernement de Damas attribue quant à lui ce massacre à des insurgés islamistes.

Dans un geste concerté, une dizaine de pays occidentaux, dont les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ont procédé à l'expulsion de diplomates syriens pour marquer leur réprobation.

La Russie, unique grand allié de Damas sur la scène internationale, a souhaité elle que toutes les parties syriennes cessent les violences sans délai. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a souligné, lors d'une conversation téléphonique avec Kofi Annan, "(...) que l'ensemble des parties syriennes doivent rejeter la violence sans délai dans le but d'empêcher de nouveaux incidents de ce genre à l'avenir".

Dans la capitale syrienne, Annan a fait part au président Assad des graves préoccupations de la communauté internationale.

"L'envoyé spécial conjoint de l'Onu et de la Ligue arabe a insisté de manière franche sur le fait que le plan en six points ne pouvait pas réussir sans des mesures courageuses pour mettre un terme aux violences (...), et a souligné l'importance d'une mise en oeuvre intégrale de ce plan", a déclaré à Genève son porte-parole.

L'ancien secrétaire général de l'Onu a par la suite déclaré que la violence devait cesser, qu'Assad devait agir maintenant et que d'"autres parties" avaient également un rôle à jouer. La Syrie, a-t-il insisté, est "à un tournant".

"ASSASSIN DE SON PEUPLE"

D'après la télévision syrienne, le chef de l'Etat a affirmé au diplomate ghanéen que des "groupes terroristes" avaient intensifié leurs opérations, multipliant les assassinats et les enlèvements. La chaîne publique a ajouté que les Etats qui "financent, arment et abritent les terroristes" devaient eux aussi respecter le plan de Kofi Annan.

A Paris, le président François Hollande a annoncé en personne l'expulsion de Lamia Chakkour, l'ambassadrice syrienne qui représente également son pays auprès de l'Unesco, évoquant "une décision concertée avec nos partenaires".

Le chargé d'affaires syrien en poste aux Etats-Unis va être expulsé dans un délai de 72 heures.

Dans une interview au quotidien Le Monde, le nouveau chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, traite Assad d'"assassin de son peuple" et ajoute: "Il doit quitter le pouvoir."

Ces expulsions concertées marquent une nouvelle phase dans les initiatives amorcées par la communauté internationale face à la crise qui agite la Syrie depuis plus de 14 mois.

Guido Westerwelle, ministre allemand des Affaires étrangères, a appelé le Conseil de sécurité, jusqu'ici paralysé par le veto des Russes et des Chinois, à se saisir de nouveau de la situation en Syrie.

"Le régime syrien est responsable des actes terribles de Houla. Quiconque, ici ou ailleurs, viole la résolution du Conseil de sécurité en se servant d'armes lourdes contre son propre peuple doit en assumer les conséquences diplomatiques et politiques", a-t-il souligné. "Nous ferons pression pour une nouvelle implication du Conseil de sécurité de l'Onu sur la situation en Syrie."

DEUX VAGUES D'EXÉCUTIONS SOMMAIRES

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a lui aussi condamné le carnage de Houla, prévenant: "Il y a une limite à la patience, et je suis persuadé que si Dieu le veut, il y a aussi une limite à la patience au sein du Conseil de sécurité de l'Onu."

A Genève, le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, a déclaré: "On pense qu'à ce stade, et je dis bien que nous en sommes à un stade préliminaire, moins de 20 des 108 victimes au total peuvent être attribuées à des tirs d'artillerie et de blindés."

Selon lui, des témoins et des rescapés ont déclaré aux enquêteurs des Nations unies que la plupart des victimes avaient trouvé la mort à la suite de deux vagues d'exécutions sommaires commises vendredi par des "chabbiya".

"(...) il est tout à fait clair qu'un acte vraiment abominable a été perpétré à Houla comprenant des exécutions sommaires de civils - femmes et enfants", a dit Colville.

"Au stade actuel, il semble que des familles entières ont été abattues chez elles. Quarante-neuf enfants et 34 femmes figurent parmi les victimes connues, a poursuivi le porte-parole onusien en prenant soin de préciser que ce bilan était loin d'être définitif. "D'après certaines informations, il y aurait d'autres victimes."

"Il est clairement établi par la commission d'enquête, la Haute-Commissaire et bien d'autres sources que des crimes contre l'humanité sont, pour le moins, commis en Syrie", a conclu Colville.

Lundi soir 28 mai, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, avait déclaré à la presse: "La Syrie n'a pas violé une seule fois le plan Annan."

Jean-Loup Fiévet pour le service français, édité par Henri-Pierre André